

Le 19 avril 1775, des milices américaines remportent une victoire historique sur un détachement britannique à Lexington. C'est le début de la guerre de libération des Etats-Unis. La France appuiera les insurgés jusqu'à la signature du traité d'indépendance le 4 juillet 1776 et participera au traité de paix définitif à Paris en 1783.

Actu Web

## Ils en pensent quoi ?

Présidentielle oblige, même si plus de 70 % des électeurs semblent avoir fait leur choix pour le second tour, voici un résumé des programmes des candidats sur le numérique.

Ces propositions ont été obtenues à l'initiative d'associations et de professionnels du secteur, dont la Fédération Française des Télécoms, le Syndicat National des Jeux Vidéo, le Syntec Numérique et la Fevad. Précisons que les candidats non cités n'ont pas répondu à la requête.

### François Bayrou (Modem)

Une « zone économique autonome dans le monde internet » est envisagée pour expérimenter des règles imaginées par des créateurs d'entreprises. Il souhaite pousser les *Business Angels* à financer davantage les PME par diverses incitations et créer un « Small Business Act » pour faciliter l'accès au crédit, aux marchés publics et à la sous-traitance.

Un meilleur apprentissage des technologies nouvelles au programme et la création d'un Haut Commissariat aux Systèmes d'Information de l'État afin de faire faire des économies d'échelle aux ministères et accélérer l'Open Data sont aussi de mise.

### François Hollande (PS)

Un « *Habeas Corpus Numérique* » souhaité pour garantir « les droits et les libertés de chacun face à l'entrée dans nos vies de nouvelles technologies ». Une remise en cause de la politique répressive de l'Hadopi et un accent mis sur la formation de profils intermédiaires dans la programmation, l'administration des réseaux, la numérisation et la gestion des communautés.

De même, une « *fiscalité adaptée aux PME et aux entreprises innovantes* » et un impôt progressif sur les sociétés visant à mieux faire correspondre les taxations actuelles et les profits des grandes entreprises du Web.

### Eva Joly (Europe Ecologie-Les Verts)

Elle se dit favorable au logiciel libre et à l'Open Data. Un « Small Business Act », ou pacte pour les PME, également de mise afin de réserver les marchés publics plafonnés à 70 000€ à ces dernières, ainsi qu'une réforme du crédit impôt recherche profitant selon elle dans 70% des cas aux seuls grands groupes.

### Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République)

Le numérique est le fer de lance « pour la reconquête de la compétitivité de nos entreprises ». Deux idées clés pour asseoir une souveraineté nationale dans le secteur informatique : le protectionnisme et une modification de la fiscalité, en divisant les taxations par deux pour les entreprises réinvestissant leurs bénéfices en France. Un centre national de données et l'extension de la fibre optique et du très Haut Débit à l'ensemble de l'Hexagone lui paraissent s'imposer.

### Nicolas Sarkozy (UMP)

Le candidat le plus disert sur le sujet. Une réponse en 37 pages où il dresse notamment le bilan du quinquennat (création du premier secrétariat d'état en charge du numérique, l'Hadopi, et les plans France numérique 2012/ 2020).

Des mesures proposées, un « pacte fiscal », un programme « start-up France » et un portail centralisant toutes les informations nécessaires aux jeunes entrepreneurs et leur permettant le lien avec ceux « qui ont réussi ». Au plan pédagogique, un dispositif de développement des formations, un Bac « Numérique » et des Académies dédiées. Une agence nationale favorable à l'innovation par le numérique et l'accès libre et systématique aux données publiques sont aussi préconisés.

Au chapitre sécurité, une étude des moyens permettant d'exploiter les sms et les contenus des réseaux sociaux pour signaler les délits et les violences ... Le piratage de la propriété intellectuelle est une « forme de criminalité » qu'il souhaite voir combattue par « une coopération judiciaire et policière internationale » en saluant l'action menée par les Etats-Unis à l'encontre de Megaupload dernièrement.

Il en ressort que la plupart mettent l'accent sur la formation des jeunes aux nouvelles technologies, sur une réforme de la fiscalité des entreprises pour les inciter à innover et à se développer et sur la modernisation de l'appareil d'État à l'heure du numérique.

Source : Libération

